

Nouveaux crimes d'Ulises Ruiz



Amate une grève de la faim de ces prisonniers politiques. Elle s'est vite étendue à d'autres Ceresos : ceux de Los

Llanos et de Playas de Catazajá, ainsi qu'à la prison municipale de Tacotalpa, État voisin de Tabasco, où deux membres des Bases d'appui zapatistes sont injustement incarcérés depuis douze ans. Cette grève de la faim s'est poursuivie jusqu'au 6 avril pour les derniers à la mener ; elle a été arrêtée à la demande de l'évêque honoraire de San Cristóbal de las Casas, Samuel Ruiz, qui craignait pour leur santé et leur vie (l'engagement sans faille pour les droits humains de Samuel Ruiz explique qu'on l'ait écouté).

Ce mouvement a obtenu un premier succès : les 31 mars et 1er avril, le gouverneur du Chiapas a libéré 140 prisonniers, dont 31 qui participaient à la grève. Il en reste 17 encore incarcérés, 15 au Chiapas et les deux du Tabasco. La lutte continue sous d'autres formes : les prisonniers libérés et les familles des emprisonnés tiennent par exemple des *plantones* (sorte de campements) devant le siège du gouvernement de l'État. À suivre...

Contre la privatisation du pétrole

Dans une note précédente (n° 26), on signalait les projets du gouvernement fédéral d'ouvrir en partie au capital privé la compagnie d'État PEMEX (*Petróleos de México*). On rappelait aussi qu'il s'agit au Mexique d'un sujet ultra-sensible. Le président qui a nationalisé le pétrole en 1938, Lázaro Cárdenas, reste pour beaucoup de Mexicains une des grandes figures de l'indépendance nationale, au même titre que Miguel Hidalgo, Benito Juárez ou Emiliano Zapata.

Lázaro Cardenas avait pris soin d'inscrire dans la constitution la propriété nationale imprescriptible des ressources du sous-sol, ce qui complique la tâche de l'actuel président FeCal (Felipe Calderón). De plus, son ministre de l'Intérieur (qui a presque les attributions d'un premier ministre) a été pris la main dans le sac : alors qu'il était sous-secrétaire d'État à l'énergie, il avait signé des contrats juteux (enfin, pas pour l'État mexicain) entre Pemex et une compagnie privée espagnole appartenant... à son papa ! Si c'est pas un bon fils, ça... Cela aussi a compliqué la tâche à FeCal, on s'en doute.

Tout cela a provoqué des tensions à l'intérieur du PRI, allié parlementaire indispensable du PAN de Calderón. Malgré tout, il y a encore des priistes qui se réclament, même si c'est mollement, de l'héritage de Lázaro Cárdenas. Mais cela a surtout permis au candidat battu par la fraude aux dernières présidentielles, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), de mettre sur pied une large mobilisation populaire autour de la défense du pétrole national. La formation de « brigades » d'opposants et d'opposantes (surnommées les *Adelitas* en souvenir d'une célèbre femme combattante de la Révolution de 1910) a connu un énorme succès, tant dans la capitale fédérale que dans les différents États du Mexique. Des centaines de milliers, peut-être des millions de Mexicains se sont ainsi manifestés dans tout le pays.

Il est difficile de savoir si cela suffira pour empêcher le mauvais coup néolibéral du gouvernement. Cela a au moins évité que la question soit torchée en deux coups de cuiller à pot un petit matin au Parlement, ce qui était le projet présidentiel. À présent, il ne peut plus faire l'économie d'un grand débat national sur la question.

16 avril 2008.